

C'est là un multiculturalisme musclé. Le développement de ces capacités viendrait renforcer celle des Nations Unies à déployer des effectifs pour prévenir les conflits ou pour reconstruire après les hostilités si la prévention a échoué. Un tel programme montrerait que le Canada est prêt à faire d'importants investissements pour soutenir et renforcer la capacité des États à supporter le fardeau que la mondialisation leur impose. La « gouvernance mondiale » et la « communauté internationale » seront des expressions vides de sens tant que les États qui composent notre monde n'auront pas la capacité de protéger leurs citoyens et de veiller à leur bien-être. Si le Canada n'aide pas à régler la crise qui frappe l'ordre étatique — dans les 20 à 30 pays en difficulté, défailants ou en déroute — son engagement envers la « gouvernance mondiale » sera creux, car cette notion suppose que les États y souscrivant ont la capacité de contribuer à trouver des solutions mondiales à nos problèmes communs.

Enfin, accorder la priorité à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement répond aussi à un de nos intérêts vitaux. Autant nous voulons conserver notre propre indépendance et protéger ce pays que nous aimons, autant nous voulons aider les autres à faire de même. Si nous aimons notre nation, nous avons de bonnes raisons d'aider les autres à créer des régimes politiques qui méritent le même farouche attachement. Nous devons en outre nous dépouiller de ce sentiment d'immunité et d'impunité, de cette croyance, profondément enracinée, que nous sommes à l'abri des dangers de l'histoire. Il ne serait pas mauvais d'injecter une certaine dose de peur dans notre vision de l'intérêt national. Un ordre mondial dans lequel les États ne sont plus en mesure de protéger leur population et leur territoire constitue un danger réel et croissant pour les Canadiens. Nous avons cependant les ressources voulues — et, par-dessus tout, la mémoire politique — pour tourner ce danger à notre avantage.